Le matin, à l'aube blafarde, embués de fumée de tabac, après absorption d'innombrables pots de bière, avant de gagner leur couche conjugale, ils décidèrent sans sourciller qu'étant sans mandat *ad hoc* de la part de leurs concitoyens, ils étaient sans qualité à l'effet de déclencher un mouvement séditionnel.

Et Heine, raillant ce déclinatoire d'incompétence, de s'exclamer :
O Schil'da, mein Vaterland !

Des menus faits de ce genre sont caractéristiques de la mentalité d'une époque.

MONGENAST, grand argentier, nourri dans le sérail, serrait étroitement les cordons de la bourse.

Un esprit parcimonieux des plus stricts, approuvé et encouragé par Eyschen, présidait à la gestion des finances du pays.

M. Pierre BRAUN, ancien collègue de Mathias Mongenast, m'a conté plus d'un trait de cette méticulosité qui feraient sourire les gouvernants de notre temps.

Et cependant, cet esprit, petit-bourgeois, si j'ose dire, avait ses bons côtés.

Il avait pour lui le respect de la légalité — constitutionnelle surtout — dont notre époque au grand dam des principes, s'écarte de plus en plus.

L'ordonnancement des dépenses publiques était strictement contrôlé, comme il l'est sans doute également de nos jours.

Mais le recours à l'ordonnance de paiement provisoire, réservé aux seuls cas d'urgence, formait la rare exception.

Exemple. En 1893, année de grande sécheresse, la Chambre étant en vacances, Eyschen, Ministre de l'Agriculture, avait fait venir de Hongrie plusieurs wagons de foin.

Quitus lui fut accordé lors de la prochaine session législative, non sans que des critiques eussent été formulées.

Que nous sommes loin de ces temps héroïques !

De nos jours, des dépenses portant sur des dizaines de millions de francs sont affectées à la construction d'immeubles sur la foi de crédits non limitatifs figurant dans la loi du budget.

Violation flagrante de la Constitution qui dispose comme suit à son article 99, alinéa 4 :

« Nulle création au profit de l'Etat d'une route, d'un canal, d'un chemin de fer, d'un grand pont, ou d'un bâtiment considérable ne peut être décrétée qu'en vertu d'une loi spéciale. »

L'inobservation de ce principe fondamental peut être masquée, mais ne saurait être justifiée par la ratification subséquente.

Signe des temps (démocratiques ?) où cependant le principe de légalité qui gouverne le droit administratif est proclamé à l'envi.

Il fut un temps où l'érection du moindre bâtiment de gendarmerie était subordonnée au vote préalable d'une loi spéciale approbative,